

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

IDCC : 1596. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 23 JANVIER 2007
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS
ET DE REPAS À COMPTER DU 1^{ER} MARS 2007
(LANGUEDOC-ROUSSILLON)

NOR : ASET0750381M
IDCC : 1596, 1597

Article 1^{er}

En application du titre VIII, chapitre I^{er}, des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'autre part, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 11 janvier 2007 et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment de la région Languedoc-Roussillon.

Article 2

Pour la région Languedoc-Roussillon, les parties signataires du présent accord ont fixé, en application de l'article VIII.18 de la convention collective nationale précitée, le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment de la région Languedoc-Roussillon comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

(En euros.)

ZONE	INDEMNITÉ de repas	INDEMNITÉ de frais de transport	INDEMNITÉ de trajet
1 A (de 0 à 5 kilomètres)	7,90	0,81	0,72
1 B (de 5 à 10 kilomètres)	7,90	1,87	1,44
2 (de 10 à 20 kilomètres)	7,90	3,46	2,40
3 (de 20 à 30 kilomètres)	7,90	5,57	3,36
4 (de 30 à 40 kilomètres)	7,90	7,75	4,32
5 (de 40 à 50 kilomètres)	7,90	9,86	5,28

Article 3

Le présent barème des indemnités de petits déplacements et de repas entrera en application à compter du 1^{er} mars 2007.

Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord sera adressé à la direction départementale du travail et de l'emploi de l'Hérault et remis au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Montpellier.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Fait à Montpellier, le 23 janvier 2007.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

La fédération française du bâtiment Languedoc-Roussillon ;
L'union régionale CAPEB Languedoc-Roussillon.

Syndicats de salariés :

L'union régionale des salariés de la construction et du bois CFDT ;

Le syndicat régional des cadres, techniciens, agents de maîtrise et assimilés des industries du bâtiment et des travaux publics CGC.